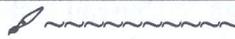


LA PROPAGANDE ALLEMANDE EN ALGERIE DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

 Boucif Mekhaled¹

1- Efficacité de la propagande allemande : La propagande Allemande en Algérie, durant la seconde guerre mondiale⁽¹⁾, s'exerçait surtout par la radio. C'était le moyen le plus adéquat, pour atteindre une population musulmane analphabète dans sa majorité, du fait de la politique française durant la longue nuit coloniale, quoique, à cette époque et surtout au début de la guerre, les postes récepteurs de radio ne s'adaptèrent pas encore à la société algérienne musulmane.

Selon une étude, 95% des postes récepteurs de radio TSF étaient entre les mains des Européens et les Algériens musulmans, citadins, qui en possédaient étaient très rares ⁽²⁾. L'Algérie était rurale, comme d'ailleurs, aussi, la France coloniale. Néanmoins, les informations étaient très écoutées dans les cafés et les lieux publics, dotés de postes récepteurs, où les Algériens avaient pris l'habitude de se donner rendez-vous pour s'informer de l'évolution de la guerre et de la situation internationale afin d'en tirer profit.

Les commerçants ambulants, et les conteurs populaires ou «meddahine» et «gouwaline» qui se déplaçaient quotidiennement et régulièrement dans tous les marchés ruraux hebdomadaires, et les chanteurs bédouins, qui sillonnaient toute l'Algérie, faisaient circuler, très rapidement, les informations du conflit mondial, ses événements, leur évolution et leurs conséquences.

L'efficacité de la propagande allemande par radio n'avait pas échappé à l'administration française. Dès la défaite de juin 1940, une note demandait le retrait des postes récepteurs TSF à tous les étrangers appartenant à une puissance en guerre contre la France et soulignait que les "intéressés étaient trop tentés de prendre l'écoute des émissions et de les propager". Les autorités françaises craignaient que ces étrangers "pourraient par cette voie recevoir les mots d'ordre criminels"⁽³⁾.

2-Les étapes de la propagande allemande: L'analyse de la propagande allemande en Algérie montre que la première étape, du déclenchement du conflit mondial à la défaite de juin 1940, consistait généralement à s'emparer de la confiance des Algériens musulmans

1-Dr.Boucif MEKHALED -Maître de Conférences A en Histoire contemporaine et Relations Internationales-Institut d'Histoire- Université d'Oran Es-senia- Email: Mekhaled_boucif@yahoo.fr

victimes de l'oppression et de les répressions coloniales et surtout à rendre très difficile la conscription.

Le journal de l'Association des Ouléma, *El Bassair*, publiait le 5 mai 1939, un article de propagande sur le "bureau arabe" dirigé à Berlin par le journaliste et speaker irakien Younès Bahri.

Cet article faisait connaître qu'un organe pour la presse, la propagande et les émissions radiophoniques, venait d'être créé à Berlin dans le but de mener une propagande en faveur des Arabes. Ce bureau lançait un appel à participation à tous les musulmans et précisait qu'il était disposé à publier les articles et à diffuser, par la radio de Berlin, les causeries qui lui parvenaient.

L'Association des Ouléma avait une très grande influence dans le département de Constantine où elle avait créé, à la veille du conflit mondial, 157 médersas contre 64 dans l'Algérois et 12 dans l'Oranie. Ces médersas allaient être fréquentées par des jeunes qui désertaient l'école française après la défaite de juin 1940.

Le rapport Tubert avait signalé cette situation en citant l'exemple de la médersa Ibrahimî créée à Chevreul (Arbaoun), au nord de Sétif, où aucun enfant algérien musulman n'allait plus à l'école française, et 60 avaient rejoint la médersa⁽⁴⁾ dès son inauguration.

La dissolution du PPA, le 26 septembre 1939, l'interdiction de ses journaux *El Ouma* et *Le Parlement Algérien* et la répression qui s'abattit sur ses dirigeants et ses militants ne laissaient pas indifférents les auditeurs qui écoutèrent les émissions et les commentaires de Younès Bahri dénonçant dès le 4 octobre 1939 les mesures répressives à l'encontre des Algériens et des militants nationalistes, du PPA, essentiellement.

Les Algériens qui s'intéressaient aux événements suivaient régulièrement les émissions arabes de *RADIO-BERLIN* et les informations de *RADIO-STUTTGART*. Les commentaires et les bulletins de nouvelles étaient très écoutés malgré que les émissions arabes étaient souvent brouillées et inaudibles⁽⁵⁾ par les services spéciaux français.

A Guelma, un responsable du PPA, organisateur des manifestations des 1^{er} et 8 mai 1945, confirme: "On écoutait bien les émissions dans les cafés où on était au rendez-vous; et on attendait beaucoup de la part des Allemands qui ont vaincu nos ennemis. Néanmoins, après, on a su que l'on ne pouvait pas compter sur eux. On écoutait aussi toutes les radios afin d'être au courant des événements de la guerre"⁽⁶⁾.

Un autre militant du PPA à Guelma, qui avait participé aux deux manifestations des 1^{er} et 8 mai 1945, confirme, aussi: "On captait bien les émissions de Younès BAHRI et on écoutait attentivement les

informations car on s'intéressait beaucoup à la deuxième guerre mondiale"⁽⁷⁾.

Tous les témoins que nous avons rencontrés, en 1984, lors de notre enquête sur les événements du 8 mai 1945, dans le cadre de nos travaux académiques, présentés et soutenus, à l'Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines de l'Université de Paris I, Panthéon – Sorbonne, se rappellent encore, avec précisions, des émissions de *RADIO BERLIN* et plus particulièrement celles de Younès Bahri, annonçant toujours l'expression: «*HONA BERLINE HAY EL-ARABE*».

Plusieurs rapports signalaient et dénonçaient l'habile propagande des radios allemandes et italiennes, "écoutée dans les cafés maures et même dans les gourbis et tendant à faire croire la fin proche" de la France coloniale⁽⁸⁾.

D'autres rapports précisaient que cette propagande suivait le développement de la situation intérieure et avait pu exploiter "tous les facteurs de mécontentement"⁽⁹⁾, les injustices, la crise économique, la famine, les épidémies et la douloureuse situation sociale des Algériens⁽¹⁰⁾ et toutes les conséquences de la politique coloniale.

De septembre 1939 à juin 1940, les émissions, constituées essentiellement d'informations, de commentaires et de causeries religieuses, paraissaient avoir acquis la confiance de certains milieux algériens qui espéraient trouver, dans la victoire allemande, les espoirs d'un changement.

Dans la région de Médéa, des rapports signalaient que "La plupart des Algériens admiraient la valeur militaire des Allemands ainsi que le régime nazi et restaient persuadés de la victoire finale de l'Allemagne"⁽¹¹⁾.

Après la défaite française, la propagande s'intensifia rapidement. De Paris, la capitale du vaste Empire colonial français, le nouveau poste émetteur de *PARIS-MONDIAL* annonça le 20 juillet 1940, le jour même de sa mise en service: «Par un juste retour des choses, les voix musulmanes que la France a étouffées en Afrique du Nord pourront dorénavant se faire entendre de Paris, sa capitale"⁽¹²⁾.

PARIS-MONDIAL émettait au début en français puis ensuite en arabe et en kabyle dans le but d'atteindre toutes les masses populaires. A cette époque, tout semblait confirmer que la tendance pro allemande avait gagné divers milieux musulmans.

Pierre René Gazagne, Secrétaire Général du Gouvernement Général, avait écrit: «On a découvert, il y a peu de temps, à Kénadéa (sic)⁽¹³⁾, chez l'organisateur de la section des Amis du Manifeste une poésie en langue

berbère à la gloire d'Hitler et un passage traduit en berbère d'un discours du Maréchal Rommel"⁽¹⁴⁾.

Dans les campagnes, des rapports quotidiens de la gendarmerie signalaient que des rumeurs se propageaient annonçant la fin imminente du colonialisme français.

Ahmed Tewfik El Madani qui, selon la Police des Renseignements Généraux, "avait correspondu fréquemment, avant la guerre, avec Chakib Arselan"⁽¹⁵⁾ affirme dans ses mémoires: "...Nos espoirs allaient se réaliser...", et plus loin, il ajoute: "Je ne nie pas, à l'heure où j'écris l'histoire que j'ai vécue, que plusieurs Algériens, parmi la masse et les dirigeants, ont cru que les Allemands allaient demander à la France de quitter l'Algérie après la guerre"⁽¹⁶⁾.

Tout en menant un jeu très prudent, Ahmed Tewfik El Madani qui qualifia Hitler "d'ignoble assassin, ennemi de l'humanité" avait écrit à Chakib Arselan en lui demandant de contacter le ministre allemand des Affaires Etrangères afin de connaître le sort que réservera l'Allemagne à l'Afrique du Nord. Il lui a suggéré la formation d'un gouvernement fédéral du Maghreb comprenant la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Libye. Il avait, en outre, "souligné l'intérêt de l'Allemagne à aider ces peuples qui ne manqueront pas à se ranger de son côté". Dans la même lettre, il pria l'Emir Chakib Arselan d'en faire autant auprès du prince Ciano, Ministre des Affaires Etrangères de l'Italie. La réponse fut décevante, avait-il écrit. C'est, sans doute, pour cette raison, qu'il avait refusé le contact avec les Allemands de la Commission d'Armistice installés à Alger, malgré, précise-t-il, "deux convocations". Après cette déception, il affirme: "Je n'ai pris aucun contact avec les Allemands et je n'ai jamais essayé de les contacter car je connaissais bien les mensonges d'Hitler ; j'avais même lu son livre"⁽¹⁷⁾.

Le livre d'Hitler intitulé *Mein Kampf* (*Mon combat*), rédigé entre 1924 et 1925 pendant sa détention suite au coup d'Etat manqué, fut traduit en français, pour la première fois, en 1934. La première édition parut en deux tomes de 688 pages et contient, entre autres, les repères biographiques, les causes de la débâcle allemande, le peuple et la race, l'idiologie politique du nazisme, le mouvement national-socialiste et plusieurs réflexions sur la propagande, sa stratégie et la politique allemande. Quelques extraits, seulement, de ce volumineux ouvrage, bien choisis, par les services spécialisés de la propagande allemande, furent traduits en arabe. Il ne fallait, surtout pas, choquer ou offenser les arabes et les musulmans.

A.T. El Madani, comme d'ailleurs d'autres responsables politiques, reconnaît que plusieurs Algériens avaient pris contact avec les Allemands.

Nous pouvons conclure, qu'après la défaite française, l'Allemagne comme l'Italie, n'avait aucun intérêt à provoquer un mouvement insurrectionnel en Algérie. L'Allemagne se contenta d'inciter le mécontentement des masses vis-à-vis de la France, tandis que l'Italie menait une virulente propagande fasciste à l'intention, essentiellement, des Italiens, des Français d'origine italienne, très nombreux dans le département de Constantine, des Maltais et des Corses.

Les colons Français étaient, toujours, et durant toute la nuit coloniale, très faiblement représentés dans ce département. L'Italie fasciste était, aussi, beaucoup plus préoccupée par ses visées expansionnistes en Algérie, plus particulièrement, dans l'Est Constantinois, en Tunisie et en Libye.

D'après plusieurs témoignages de responsables et de dirigeants du PPA, Messali avait toujours interdit les contacts avec les nazis et les fascistes. Les éléments qui n'avaient pas respecté ses ordres furent exclus du parti.

La propagande allemande toucha aussi, à cette époque, les Algériens militaires, prisonniers ou simples émigrés. D'après le rapport du Secrétaire Général du Gouvernement Général, cette propagande avait touché plus de 60 000 prisonniers musulmans nord-africains dans la seule banlieue parisienne. Il avait, par ailleurs, noté aussi que quelques prisonniers, considérés comme aptes, devenaient des agents au service de l'Allemagne et plusieurs d'entre eux rentraient "en Afrique du nord comme évadés (ou pseudo-évadés) ou libérés sanitaires"⁽¹⁸⁾.

Néanmoins, les Algériens se rendaient compte facilement que les Allemands ne voulaient pas concrétiser leurs espoirs à la liberté. Après le débarquement du 8 novembre 1942, ils se tournèrent vers les Alliés et, plus spécialement, vers les Américains qui avaient étalé, ouvertement et clairement, dès le début du conflit mondial, leur anticolonialisme.

L'Allemagne perdit donc, à partir de 1943, la confiance des musulmans. C'est pour cette raison que la propagande anti-française s'intensifia mais en vain. De nouvelles radios diffusaient des émissions en arabe et en langue berbère.

Les services spécialisés de la police française coloniale suivaient et commentaient toutes les émissions de ces radios, à savoir entre autres: *La Voix arabe libre* émettant à 21h15' (Brouillée); *Berlin* émettant à 21h30' (Brouillée); *Allemagne* émettant à 21h 30' (Brouillée); *France libre* 8h 45' (peu Variable- parasites); *Tribune de la vérité*, 14h15'

(Inaudible); *Paris-Mondial*; *France Fidèle* (Pétainiste) émettant à 14h30' (Variable- Parasites)- *Ifrikia El-Fatat* (La jeune Afrique- Radio Italienne)⁽¹⁹⁾.

Outre les bulletins d'informations et les commentaires qui visaient à augmenter le mécontentement des populations, des appels à la révolte furent lancés jusqu'en 1945.

Mais, le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942, en Afrique du Nord et en Algérie, diminua les effets de cette propagande qui aura servi, essentiellement, à éveiller les masses et à encourager la montée du nationalisme. Un nouvel état d'esprit des Algériens naissait et les colons, les autorités et la population européenne, d'une façon générale, craignaient, selon les rapports de la police chargée de la surveillance des «indigènes», les conséquences du terrain favorable à «l'agitation» nationaliste.

3-Essai d'explication de la propagande allemande: A la suite des manifestations du 1^{er} mai 1945 qui étaient sanglantes à Alger et à Oran, le Parti Communiste Algérien (PCA) accusa le PPA d'être à l'origine de ce qu'il appela la «provocation».

Dans un tract daté du 3 mai et intitulé: «A bas les provocateurs hitlériens» on peut lire: «La provocation vient du PPA qui prend ses mots d'ordre à Berlin, chez Hitler, celui qui massacre et torture sans distinction les vaillants soldats de l'armée française: Européens et musulmans. Ces manifestations du PPA expression de la traditionnelle politique de division de Messali sont des provocations hitlériennes. Le PPA, développant dans les trois départements ses mots d'ordre de l'indépendance de l'Algérie, de création de maquis algériens en semant la haine entre Algériens, en organisant ses troubles, est le parti qui applique en Algérie les mots d'ordre que donnent les hitlériens à la radio nazie »⁽²⁰⁾.

Les manifestations du 1^{er} mai 1945 étaient organisées, par le PPA clandestin, à travers toute l'Algérie suite à un communiqué du Ministre de l'Intérieur et à un télégramme du Gouverneur Général adressé aux préfets des trois départements d'Alger d'Oran et de Constantine, dans lequel il autorisait, pour la première fois depuis le déclenchement du conflit mondial, la célébration du 1^{er} mai. Les dirigeants nationalistes suivaient attentivement tous les événements qui accompagnaient la fin de la seconde guerre mondiale qui paraissait toute proche et ne voulaient rater aucune occasion pour se manifester, célébrer le triomphe des libertés, revendiquer la libération de Messali et de tous les détenus politiques et rappeler, non seulement à la France coloniale, mais aussi

aux Alliés, qu'ils attendaient l'application des promesses d'indépendance.

Ces manifestations furent envisagées et décidées la veille du 1^{er} Mai 1945, à Alger, par les dirigeants du Bureau clandestin du PPA : Mazerna, Hafiz et Mokri. Des instructions furent données à tous les militants et responsables à travers toute l'Algérie ; elles consistaient à organiser des manifestations pacifiques à caractère strictement politique avec ordre formel d'interdire le port des armes. Les militants chargés d'encadrer les manifestants devaient veiller au respect de cet ordre afin d'éviter la provocation.

Le 1er mai, les manifestants avaient défilé, partout à travers l'Algérie, aux cris de: "Libérez Messali!"- "Libérez les détenus politiques!"- "A bas le colonialisme!" - "Vive l'Algérie indépendante!".

Ces manifestations étaient un prélude à celles du 8 mai 1945 organisées pacifiquement à travers toute l'Algérie et aux massacres, sans aucun respect de l'espèce humaine, dans les trois villes martyres de Sétif, Guelma et Kherrata et dans tout le Nord-Constantinois.

Après le 8 mai 1945, un autre tract du PCA, intitulé: «Il n'y a pas de «révolte arabe» mais un complot fasciste- Voilà la vérité» accusa et dénonça ainsi ce qu'il appela les « provocateurs» du PPA: «A Sétif, profitant des manifestations populaires du 8 mai, une poignée de provocateurs, de tueurs armés, recrutés parmi les éléments tarés du PPA (Les chefs sont restés à l'abri évidemment) ont froidement assassiné avec des méthodes hitlériennes. Ils se sont répandus ensuite dans les campagnes avec des autos, circulant librement ; pouvant ainsi à loisir brûler, piller et tuer »⁽²¹⁾.

Ce tract avait été distribué aux Algériens, humiliés par l'armée et la gendarmerie, pendant la reddition des tribus à Souk-El-Ténine dans la région de Kherrata, au nord de Sétif.

Le 14 mai 1945, *La Dépêche de Constantine* écrivit: «La CGT, dans un tract, appelle les travailleurs musulmans et Européens à déjouer les manœuvres du PPA dont les mots d'ordre sont l'expression fidèle de ceux de Berlin»⁽²²⁾.

Le Parti Communiste Français (PCF) et le PCA, formant une délégation commune, condamnèrent ce qu'ils appelèrent «l'action provocatrice des agents hitlériens du PPA et du PPF»⁽²³⁾.

Le Parti Populaire Français ou PPF (1936-1945) était un parti politique d'inspiration fasciste et, par conséquent, il avait collaboré avec l'Allemagne nazie, durant l'occupation de la France, de 1940 à 1944.

L'hebdomadaire *Liberté*, organe du PCA, mena une intense campagne de dénonciations et citait les noms de plusieurs militants, sans pour autant n'apporter aucune preuve à ces accusations.

Cette campagne fait suite à celle menée par les communistes, durant le conflit mondial, pour la mobilisation contre l'hitlérisme et le fascisme. Lors d'un meeting organisé à Sétif, le 22 avril 1945, Amar Ouzegane, Premier Secrétaire du PCA, déclara, devant un millier de personnes réunies dans la salle des fêtes de la mairie: «On vous a trompés en vous laissant croire à la victoire de l'hitlérisme sur les forces de la démocratie et on veut encore vous tromper lorsque quelques éléments que nous connaissons critiquent l'Ordonnance du 7 mars»⁽²⁴⁾.

Ainsi donc, Amar Ouzegane luttait, non seulement contre l'hitlérisme et le fascisme mais aussi contre les nationalistes qu'il dénonça bien avant le 8 mai 1945. Il termina son discours, après avoir lancé «un appel à l'union pour l'écrasement total de l'hitlérisme» en précisant: «Pas de nationalisme, il ne faut pas y penser, surtout quand notre industrie ne compte qu'une usine à fabriquer des allumettes»⁽²⁵⁾.

L'Ordonnance du 7 mars 1944, du général de Gaulle, octroyait la citoyenneté française à environ 60000 Algériens. Ferhat Abbas l'avait qualifiée de «plaisanterie grossière» et elle avait été rejetée par tous les Algériens et leurs représentants, à l'exception des communistes.

En effet, depuis le 10 février 1943, date de la rédaction, par Ferhat Abbas, du Manifeste du Peuple Algérien, signé par tous les représentants des Algériens, à l'exception des communistes, seulement, il n'était plus question d'assimilation mais de citoyenneté algérienne. Le général de Gaulle avait, pourtant, donné son accord de principe pour le Manifeste et pour son Additif, rédigé et signé le 26 mai 1943 en présence d'un représentant du Gouvernement Français, Augustin Berque, Directeur des Affaires musulmanes au Gouvernement Général, qui remplissait les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

Le 14 mars 1944, soit exactement une semaine, à peine, après la promulgation de cette Ordonnance, Ferhat Abbas créa, officiellement, le groupement des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML). Dans les statuts, Ferhat Abbas précise que ce groupement était ouvert à tous les partis et à tous les Algériens sans aucune distinction. Les Européens visionnaires étaient sympathisants de ce groupement.

Bénali Boukort avaient dénoncé, dans ses mémoires, toutes les accusations de Amar Ouzegane et des communistes Algériens à l'encontre des nationalistes du PPA⁽²⁶⁾.

Bénali Boukort (1904-1983) militait aux Jeunesses Communistes dès 1924 puis au PCA dont il a été le Secrétaire Général jusqu'en 1939. Il

quitta le PCA et rejoindra le PPA à la suite de la signature ,à Moscou, le 24 août 1939,du Pacte Germano-Soviétique, au cours d'une grandiose cérémonie réunissant, autour de Staline, exhibant sa fierté, son ministre des Affaires Etrangères, Molotov, et le ministre des Affaires Etrangères Allemand, Von Ribbentrop.

Il avait, aussi, critiqué Larbi Bouhali qui, en 1947,avait succédé à Amar Ouzegane à la direction du PCA. Lorsqu'il assumait la direction du PCA, il avait, aussi, dénoncé le danger de l'intense propagande allemande qui se déployait librement, en Algérie, dans la presse et dans les films projetés dans les salles de cinéma et «l'aventurisme de certains dirigeants du PPA» .Il avait écrit, entre autres: «Afin de freiner un engouement intempestif pour l'hitlérisme (On applaudissait la Wehrmacht et les SS dans les salles de cinéma!) J'ai écrit un article qui s'intitulait: «A toi qui applaudissais!» dans *La Lutte sociale* et qui demandait aux Algériens d'éviter de se laisser intoxiquer par la propagande du parti nazi. D'ailleurs, à la faveur du silence coupable de Messali à ce sujet, des militants, sincèrement nationalistes, s'étaient laissés séduire par des agents provocateurs et ont payé, de leur vie, cette erreur...»⁽²⁷⁾.

A Sétif, le Gouverneur Général Yves Châtaigneau promettait, dès son arrivée, le 10 mai 1945, que «les responsables qui se cachaient dans l'ombre seront châtiés comme ils le méritent ainsi que tous ceux dont les mains sont tâchées du sang de leurs malheureuses victimes et dévoila les méthodes et les terroristes hitlériens»⁽²⁸⁾.

Ces accusations ne pouvaient durer longtemps. François Billoux, Ministre de la Santé à cette époque, témoigne plus tard, peu avant sa mort: «Je crois qu'il faut dire très carrément qu'à ce moment là, il ya eu un certain nombre de déclarations du Parti, en tout cas de représentants du Parti Communiste Français en Algérie, qui méritent d'être critiquées pour ne pas dire condamnées. Le Comité Central du Parti, informé par la suite, a corrigé»⁽²⁹⁾.

En effet, les communistes devaient, peu de temps après, changer de position et menèrent une très vaste campagne pour l'amnistie en faveur des nationalistes qu'ils avaient dénoncés et condamnés auparavant.

Les nationalistes du PPA s'étaient défendus, à la suite de ces accusations. *L'action Algérienne* publia un appel de Messali Hadj: «...Communistes algériens! Vous n'avez de communistes que le nom! Votre parti a jeté le masque. Il glorifie l'assassinat .Il se fait le complice de l'administration. Messali serait un hitlérien!Il oublie que le PPA et le PCA ont été dissous par le même décret de septembre 1939,que Messali et ses amis ont été condamnés au bagne de Vichy, alors que Djenien-bou-

Rezg, Taïeb, ...Ouzegane, etc...étaient relativement favorisés par Vichy. Il oublie qu'au moment où Hitler semblait vaincre, Messali n'a jamais répondu aux offres du nazisme qu'il condamne depuis 1937»⁽³⁰⁾.

En effet, les militants du PPA qui avaient pris contact avec les Allemands à titre purement individuel, malgré l'interdiction qui leur été faite par Messali, furent exclus du Parti.

D'ailleurs ces militants furent déçus par les Allemands qui refusèrent de les aider matériellement. Ils ne voulaient que des armes pour passer à l'action. Cela se passait au début du conflit, durant les années 1940-1941, au moment où les premiers succès de l'Allemagne avaient soulevé l'enthousiasme.

On peut alors se demander pourquoi, malgré cette déception, les milieux mal avertis avaient-ils attendu la défaite allemande pour répondre aux appels de la révolte lancés par les agents allemands ?

En réalité, sachant qu'ils ne pouvaient plus compter sur l'appui allemand, les Algériens, enthousiasmés pour l'indépendance de leur pays, s'étaient tournés vers les Alliés et plus précisément vers les Américains, dès le débarquement du 8 novembre 1942.

La présence anglo-américaine diminua les effets de la propagande allemande. Dès le débarquement, les Alliés et plus particulièrement les Américains, étaient considérés comme des libérateurs par les Algériens et leurs dirigeants et responsables politiques. Ferhat Abbas, leader incontesté, durant la seconde guerre mondiale, a pu rapidement réunir, le 10 février 1943, autour du Manifeste du Peuple Algérien, à l'exception des communistes, tous les élus, représentants le peuple algérien, les militants indépendantistes du PPA et les Ouléma.

Les Allemands se rendirent compte aussi qu'ils avaient perdu la confiance des Algériens et des Nord-Africains. Selon des rapports, Hitler reconnut «son erreur politique, regrettant de n'avoir pas fait «une politique révolutionnaire en Afrique du Nord» il avait précisé: «Seuls, nous aurions pu émanciper les pays musulmans dominés par la France. Cela aurait eu un retentissement énorme en Egypte et dans le Proche-Orient asservis par les Anglais...Tout l'Islam vibrait à l'annonce de nos victoires. Les Egyptiens, les Irakiens et le Proche-Orient tout entier étaient prêts à se soulever...»⁽³¹⁾.

Ahmed Tewfik El Madani, très averti, avaient bien déclaré qu'il ne pouvait plus croire aux « mensonges » d'Hitler⁽³²⁾.

Joseph Göbbels, Ministre de l'éducation du peuple et de la propagande, du troisième Reich allemand, de 1933 au 1^{er} mai 1945, avait tiré la même conclusion en précisant que pour «réussir, la propagande doit savoir ce qu'elle veut, il faut qu'elle ait en vue un but clair et bien

arrêté...la propagande qui se sert du mensonge ne peut réussir à la longue»⁽³³⁾.

La sympathie de certains milieux algériens qui s'était manifestée envers les Allemands durant le début de la guerre n'était pas durable. Elle n'était due qu'à l'habile propagande qui s'exerçait librement faisant croire à une fin proche du colonialisme.

Lors de la percée allemande dans l'Est du Constantinois, en 1943, et plus précisément, dans la région de Tébessa, la plupart des parachutistes allemands qui s'étaient «cachés dans certaines mechtas furent aussitôt dénoncés»⁽³⁴⁾.

Le Secrétaire Général du Gouvernement Général, Pierre René Gazagne cite deux exceptions et avait déclaré que «des soldats de l'Africa-corps purent, après la bataille de Tunisie, vivre pendant sept mois (Jusqu'en avril 1944) chez les «indigènes» de la région de Bône (Annaba) sans être signalés aux autorités françaises. Cette affaire amena l'arrestation de 32 «indigènes» de cette région»⁽³⁵⁾.

En juin suivant, une nouvelle découverte de soldats allemands, au nombre de dix-sept, fut faite dans la région de Mansourah-Les-Bibans; ils avaient pu séjourner pendant plus d'un an dans la région de Medjaz-El-Bab sans être dénoncés»⁽³⁶⁾.

Pourquoi les Algériens avaient-ils pris de tels risques? Sachant que non seulement la sécurité militaire de la France coloniale octroyait des primes conséquentes pour tout renseignement mais aussi que les autorités françaises mettaient immédiatement hors d'état de nuire tout individu qui entretenait des relations suspectes avec les Allemands.

Selon Bénali Boukort, l'ancien Secrétaire Général du PCA, qui avait dénoncé la propagande allemande, des Algériens étaient arrêtés suite à «des affaires soigneusement montées par les services secrets français et plusieurs avaient été exécutés»⁽³⁷⁾.

Sur ces exécutions, les archives françaises sont muettes et, par conséquent, nous ne pouvons jamais connaître le nombre exact.

La presse de la colonisation avait repris les mêmes accusations que les communistes. Le 12 mai 1945, *L'Echo d'Oran* titrait: «Inspiration et méthodes hitlériennes» et écrivait: «L'inspiration et les méthodes hitlériennes des éléments qui, abusés par les mots d'ordre simplistes, se sont livrés à ces agressions, sont suffisamment claires: C'est ainsi que les ressortissants des pays de l'Axe, prisonniers de guerre, n'ont pas été inquiétés alors que leurs employeurs Français ont été assaillis et qu'un emblème de facture nazie a été saisi»⁽³⁸⁾.

Certes, aucun prisonnier de guerre, italien ou Allemand, n'avait été agressé durant les événements de mai 1945 et les Italiens, beaucoup plus

nombreux, circulaient librement. Mais, contrairement aux Allemands, les prisonniers italiens avaient participé aux massacres des innocents algériens aux côtés des colons, leurs employeurs.

De ce fait, et malgré cela, deux Italiens seulement figuraient parmi les listes des victimes européennes. Mais cela ne prouve absolument rien, car beaucoup d'autres Français n'ont pas été inquiétés. Ils étaient même cachés et sauvés par des Algériens.

Quant à l'emblème nazi, sa découverte ne peut être vérifiée et ne peut aussi rien prouver. Les Algériens n'avaient-ils pas résisté à la percée allemande dans l'Est Constantinois et combattu aux côtés des Alliés ?

Nous pouvons enfin penser que toutes ses accusations avaient donné prétexte à l'impitoyable répression sanglante des innocents, aux assassinats et aux crimes impardonnables. Les communistes et les socialistes réclamèrent des châtiments impitoyables et l'exécution des militants et des responsables nationalistes qu'ils traitèrent d'hitlériens.

Amar Ouzegane s'en prenait à tous les chefs nationalistes tels que Chadli El Mekki et Moufdi Zakaria et en premier lieu à Messali. Le 12 mai 1945, il déclara, dans *Liberté*: «Les instruments criminels, ce sont les chefs du PPA, tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes. Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute».

Dans un autre appel, le PCA déclarait, entre autres: «...Des provocateurs à gages, hitlériens du PPA et du PPF au service de l'impérialisme fasciste, ont tenté de troubler les grandioses manifestations d'union antifasciste et ont occasionné des émeutes à Guelma et à Sétif...»⁽³⁹⁾.

Enfin, dix-sept ans plus tard, A. Ouzegane, dans son ouvrage intitulé *Le meilleur combat*, rédigé dans les geôles coloniales depuis 1958 et publié en 1962 à Paris, aux éditions Julliard, dénonçait, encore, mais très brièvement et très superficiellement, en quelques petits mots, seulement, l'attitude de certains militants nationalistes face à la propagande allemande durant la seconde guerre mondiale⁽⁴⁰⁾.

Enfin, nous concluons qu'il n'y a, absolument, aucune preuve à toutes ces accusations. Nous retenons seulement que jusqu'à la dernière minute, les agents allemands spécialisés dans la propagande essayèrent de créer un climat de troubles. Mais, ils savaient que les Algériens ne leur faisaient plus confiance.

Les espoirs des Algériens étaient tournés vers les Alliés et, plus particulièrement, vers les Américains qui avaient promis, dès le début du

conflit mondial, la liberté, à tous les peuples du monde entier et sans aucune distinction. Tous les Algériens et leurs dirigeants et responsables politiques croyaient fermement à la propagande des Alliés, à l'anticolonialisme américain et à toutes les promesses solennelles faites et répétées tout au long du conflit mondial. Ils avaient la ferme conviction que la fin du colonialisme était très proche et ils attendaient, avec impatience, la défaite allemande, imminente, pour voir se concrétiser leurs espoirs par l'application de la Charte de l'Atlantique, établie le 26 août 1941 et inspirée par le discours du Président américain F.D.Roosevelt, sur les quatre libertés (four freedoms), prononcé au début de l'année⁽⁴¹⁾.

Les Algériens retenaient surtout le paragraphe trois de cette Charte qui stipule que les Etats Unis d'Amérique et La Grande Bretagne «respectent le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force».

Cette Charte était largement radiodiffusée par la *BBC* de Londres et les radios de Washington et de Moscou. Les Alliés rappelaient constamment qu'ils combattaient pour la liberté de l'homme et l'égalité des peuples. L'engagement du Président Roosevelt et du Premier Ministre Churchill était consolidé par les promesses d'indépendance à tous les peuples arabes proclamées solennellement par le Ministre Britannique des Affaires étrangères, Anthony Eden, à la radio de la *BBC* de Londres et par le Secrétaire d'Etat américain, Cordell Hull qui confirmait, toujours, toutes les promesses de liberté et d'indépendance de l'homme le plus puissant du monde⁽⁴²⁾. Les Algériens savaient, aussi, que la France coloniale avait contresigné cette Charte.

Voilà, donc, pourquoi, les Algériens, épris de liberté, ne suivaient plus la propagande allemande. Les derniers appels à la révolte des agents spécialisés du ministère de la propagande et les émissions des journalistes et speakers arabes, notamment celles de Younès Bahri qui aimait répéter sa célèbre expression «*HONA BERLINE HAY EL-ARABE*» n'eurent aucun effet sur les milieux leurrés, par l'efficacité de cette propagande, au début du conflit mondial. Sachant qu'elle avait perdu la confiance des milieux algériens crédules, l'Allemagne nazie intensifia sa propagande mais les émissions des nouvelles radios n'eurent aucun écho. Ces radios émettaient, en arabe, en français et en berbère, dans le but, bien précis, d'atteindre toutes les masses. Enfin, les Algériens avaient bien compris leurs intérêts. Travillés par la propagande des Alliés et surtout des Américains, et enthousiasmés pour

leur liberté et l'indépendance de leur pays, ils ne faisaient plus confiance à l'Allemagne, depuis le 8 novembre 1942, et ils attendaient, impatiemment, sa défaite imminente.

Notes :

- (1) Voir Boucif Mekhaled, *Les événements du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata*, Thèse de Doctorat, Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines (IHRIC), Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 1989, Volumes I et II, 724 pages, PP.24-37 et PP.430-439.
Voir, aussi, mon ouvrage : *Chroniques d'un massacre, 8 mai 1945, Sétif, Guelma, Kherrata*, Editions Syros, Paris, 1995, 250 pages
- (2) Voir Frantz Fanon, *Sociologie d'une révolution, l'an V, de la révolution algérienne*, Ed F. Maspéro, Paris, 1968, p.p.51-82.
- (3) Archives d'Aix-en-Provence-29H34.
- (4) Rapport de la Commission chargée de procéder à une enquête administrative sur les événements qui se sont déroulés dans le Département de Constantine, le 8 mai 1945 et jours suivants. Cette Commission était présidée par le Général de gendarmerie en retraite, Tubert, qui n'a jamais cessé, durant toute sa vie, de demander que la lumière soit faite sur l'impitoyable répression sanglante de mai 1945- p.41- Archives Nationales-Paris- 72 AJ 589.
- (5) Archives d'Aix- 29H35.
- (6) Entretien avec Braham Mohamed Tahar, le 16/08/1984 à Guelma. Voir Boucif Mekhaled, *Témoignages sur le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata*, (I.H.R.I.C.), Université Paris I, Panthéon- Sorbonne, Paris, 1984, p.34.
- (7) Entretien avec Aberkane Mohamed Chérif dit Amar, le 17/08/1984 à Guelma. Voir Boucif Mekhaled *Témoignages...*, *op.cit*, p.30.
- (8) Rapport Tubert-P.46
- (9) Rapport Tubert-P.48.
- (10) Archives d'Aix- 29H34.
- (11) Archives d'Aix - 29H34.
- (12) Rapport de P.R.Gazagne, Secrétaire Général du Gouvernement Général de l'Algérie sur " L'émeute du Constantinois", rédigé à Alger le 8 octobre 1945, 37 pages, publié par Alain de Sérigny, *Echos d'Alger, 1940-1945, T.1, le commencement de la fin*, Presses de la cité, Paris, 1973, 347 pages, Annexe p.p.313-344, p., *op.cit*, p.338.
- (13) Il s'agit, sans doute, de Kénadsa. Néanmoins, d'après les sources que nous avons Consultées, notamment la liste des sections des A.M.L. existant à la date de 25avri1945, il n'y avait pas de section A.M.L. dans cette ville.
- (14) Rapport Gazagne du 8 octobre 1945 dans Alain de Sérigny *op.cit*, p.338.
- (15) Rapport " Contribution à l'étude de l'activité politique de l'Emir Chakib Arselan" - Archives d'Aix- 29H35.
- (16) Ahmed Tewfik El Madani, " *Hayatou kifah*", (*Vie de combat*), t.2, 1925-1954, SNED, Alger, s.d.p.p.333-343.
- (17) *Ibid.*, p.343.
- (18) Rapport Gazagne du 8 octobre 1945 dans Alain de SERIGNY, *op.cit*, p.337.
- (19) Archives d'Aix-29H35.
- (20) Archives Nationales-Paris-72 AJ 589
- (21) *Ibid.*,
- (22) *La Dépêche de Constantine*, N° 13265 du lundi 14 mai 1945

- (23) *La Dépêche de Constantine*, N° 13265 du lundi 14 mai 1945-Voir aussi *Alger-Républicain* du 12 mai 1945 et *Liberté* N°99
- (24)Archives Nationales de Paris-72 AJ 589
- (25)Archives d'Aix-9h51
- (26)Voir Bénali Boukort, *Le souffle du Dahra*, Ed. ENAL, Alger1986,177 pages, PP.101-108
- (27)*Ibid.*, p.102
- (28)*Le Petit Sétifien*, N°167 du 17 mai 1945
- (29)Témoignage cité par Henri Alleg, *La guerre d'Algérie*, T.1,*L'Algérie des origines à l'insurrection, Le torrent souterrain*, Editions Temps Actuel, Paris,1981,p.259
- (30)Le dernier numéro publié de *L'action algérienne* N°12
- (31)Charles Robert Ageron, « *L'Algérie algérienne* » de *Napoléon III à de Gaulle*, Ed. La Bibliothèque arabe Sindbad, Paris, 1980
- (32)A. Tewfik El Madani , " *Hayatou kifah*", *op.cit.*, p.343
- (33)Charles Robert Ageron, *op.cit.*, p.216
- (34)*Ibid.*, p.p.213-214
- (35)Ch.R. Ageron, *op.cit.*, précise que les soldats allemands étaient au nombre de trois, d'après une note de mai 1944
- (36)Rapport Gazagne du 8 octobre 1945,*op.cit.*,p.338
- (37)Bénali Boukort, *op.cit.*, p.102
- (38)*L'Echo d'Oran*, N° 25768 du lundi 12 mai 1945
- (39)Cité par B.Boukort,*op.cit.*,108
- (40)Amar Ouzegane, *Le meilleur combat*, Ed. Julliard,1962, pp.90-91
- (41)1-Liberté individuelle. 2-Liberté de pensée et de religion. 3-Freedom from want , c'est à dire Liberté par rapport au besoin ,de caractère socio-économique. -Freedom from fear, Liberté à l'égard de la peur, c'est-à-dire la protection contre la guerre.
- (42)Voir mes travaux sur le 8 mai 1945 depuis 1984 et plus particulièrement ma volumineuse thèse de Doctorat présentée et soutenue, publiquement, le 21 juin 1989, à l'Institut d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines (IHRIC) de l'Université de Paris I, dans la prestigieuse Sorbonne.